II SIX DÉCENNIES DE COOPÉRATION COMMERCIALE MULTILATÉRALE : QU'AVONS-NOUS APPRIS ?

A INTRODUCTION

Le 1^{er} janvier 2008, le système commercial multilatéral aura 60 ans. Le Rapport sur le commerce mondial 2007 marque cette occasion par une rétrospective des enseignements tirés de ces six décennies de coopération commerciale internationale. Il tente d'identifier à la fois les leçons à tirer de l'expérience passée et la nature des défis à venir. Pour répondre à ces questions, il adopte une approche éclectique, s'appuyant à la fois sur la littérature et l'histoire économiques, sur les relations internationales et sur les analyses juridiques. L'objectif du rapport est d'étudier les enseignements qui se dégagent de l'histoire du système multilatéral, riche en changements et en adaptations institutionnels.

La tâche est ambitieuse et c'est notamment pour cette raison que le rapport ne prétend pas être exhaustif. Si le choix des thèmes, en particulier dans la section 4, montre que l'on a tenté d'examiner les principaux résultats du système commercial multilatéral et les défis auxquels il est confronté, il est évident que plusieurs domaines essentiels, en particulier les services et la propriété intellectuelle, n'ont pas reçu l'attention qu'ils méritent. Il faut noter en outre que le rapport considère les résultats et les défis dans une perspective à long terme et ne tente pas d'analyser les négociations en cours dans le cadre du Cycle de Doha.

La première grande section (section B) commence par un bref historique de la coopération commerciale internationale à la fin du XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle. Dans le reste de cette section, les auteurs prennent du recul par rapport aux événements pour examiner ce que la littérature théorique peut nous apprendre sur les raisons pour lesquelles les nations choisissent de coopérer entre elles dans le domaine commercial. Cet examen commence par une analyse de la théorie économique des accords commerciaux. Celle-ci est suivie d'une étude des relations internationales et des approches juridiques de la coopération. La question de savoir comment les théories analysent la coopération entre les diverses nations est traitée séparément. L'objectif est de montrer que, en dépit des différences d'approche méthodologique, ces différents cadres conceptuels ont plusieurs caractéristiques communes intéressantes. De plus, ils proposent des éclairages différents sur ce qui peut motiver la coopération.

En s'appuyant sur la raison d'être de la coopération commerciale, la section C cherche à savoir comment les gains qu'elle procure peuvent être garantis et préservés. Elle commence par une analyse des raisons pour lesquelles les gouvernements semblent disposés à céder une part de pouvoir à des institutions internationales comme le GATT/l'OMC et du rôle de ces institutions dans la coopération commerciale. Là encore, l'analyse prend en considération les approches à la fois économiques et non économiques des institutions formelles. Cette section examine ensuite de plus près les mécanismes et l'architecture des arrangements destinés à promouvoir et protéger la libéralisation des échanges. Ses différentes sous-sections portent sur la réciprocité et la non-discrimination, l'anticontournement et la façon de bénéficier des gains de la libéralisation, le rôle des dispositions contingentes dans le traitement des situations imprévues, les mécanismes permettant de faire respecter les règles, la fonction du règlement des différends et la façon dont la transparence et la surveillance peuvent servir à consolider les bases de la coopération internationale.

Alors que les deux sections précédentes analysent les accords commerciaux en général sans parler en particulier du GATT/de l'OMC, la section D examine le système commercial multilatéral du GATT/de l'OMC. Cette section commence par un historique retraçant comment le GATT est né, s'est développé et est finalement devenu l'OMC. Les six sous-sections suivantes examinent diverses questions particulièrement importantes. La sous-section 2 réévalue l'ampleur des réductions tarifaires dans les premières années du GATT, tant pour les pays développés que pour les pays en développement. La sous-section 3 examine l'évolution du système de règlement des différends. Vient ensuite une analyse de l'évolution de l'institution face à la nécessité constante de s'adapter à la diversité et au nombre croissants de ses membres. L'accent est mis ici sur le traitement spécial et différencié et sur les difficultés rencontrées pour tenir compte des besoins et des intérêts des pays en développement dans le cadre du système. La sous-section 5 examine ensuite le régionalisme à la fois comme complément de la coopération multilatérale et comme défi systémique. L'évolution du processus de prise de décisions au GATT et à l'OMC fait l'objet de la

sous-section 6. L'analyse porte à la fois sur les processus internes et sur la participation d'acteurs extérieurs non étatiques. Enfin, la sous-section 7 étudie comment les gouvernements déterminent le contenu du programme d'action de l'OMC dans le domaine du commerce et quels problèmes ils rencontrent pour définir les questions de politique commerciale sur lesquels ils décident de négocier. La section H expose les conclusions, mettant en évidence certains des défis auxquels le système commercial multilatéral est actuellement confronté et qui se poseront probablement dans l'avenir.